



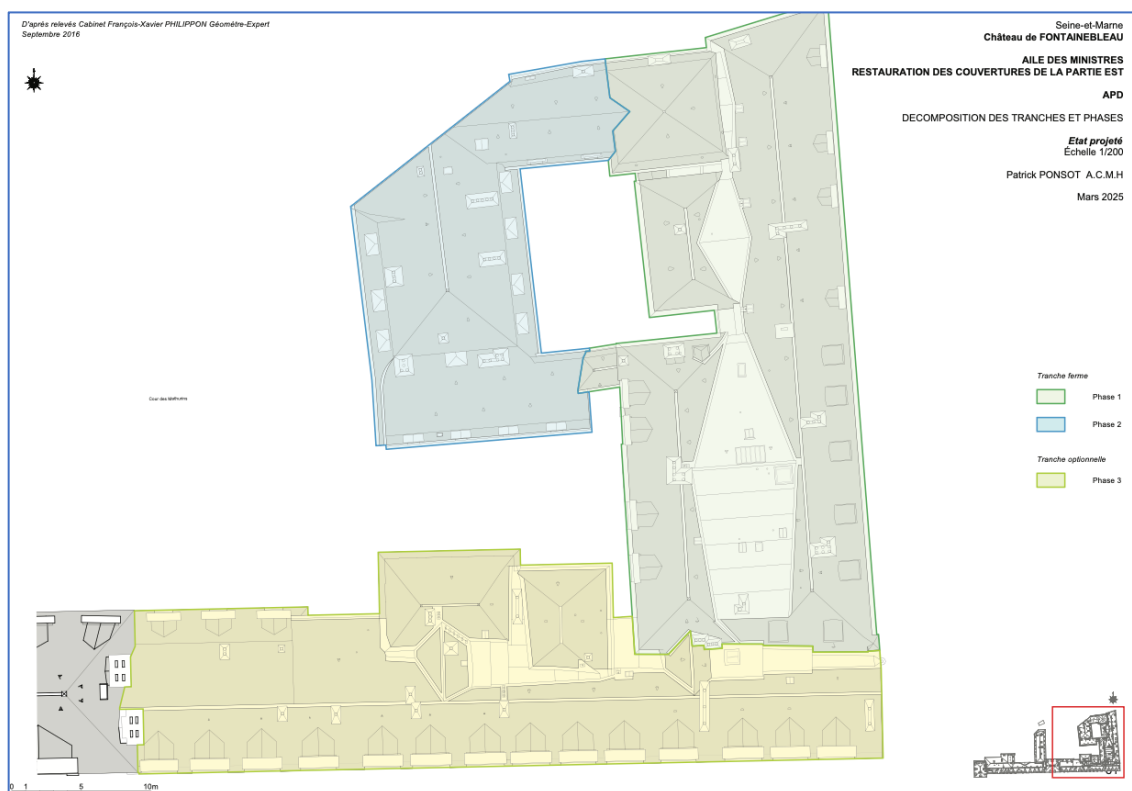
Château de Fontainebleau

Plan Général de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé

AILE DES MINISTRES

RESTAURATION DES COUVERTURES DE LA PARTIE EST

Château de Fontainebleau – Place du Général de Gaulle - 77300 FONTAINEBLEAU



Document évolutif

Indice DCE : 6 juin 2025 – Création

COORDINATION SPS QUALITE PREVENTION AUDITS ENVIRONNEMENT

DYNATECH SAS au capital de 5 000€ RCS Nanterre 532 063 427 APE : 7112B TVA INTRA Communautaire FR03532063427 SIRET 532063427 00050

Siège Social : 8 av. de la division Leclerc 92290 Châtenay-Malabry Téléphone fixe : 01 34 62 60 13 Mobile : 06 07 87 04 68 Mail : contact@dynatech-conseil.fr



Maitre d'Ouvrage :

Établissement Public du Château de Fontainebleau
Château de Fontainebleau 73000 FONTAINBLEAU

Maitre d'Œuvre ACMH :

Patrick Ponsot

20, rue Porte-Côté BP 30 155
41005 BLOIS CEDEX
Tel. 06 07 89 55 67

email : direction@cabinetponsot.fr

Coordonnateur S.P.S. :

DYNATECH

8 av. de la division Leclerc 78990 Châtenay-Malabry
Tél. : 01 34 62 60 13 - Mob : 06.07.87.04.68.



contact@dynatech-conseil.fr

SOMMAIRE

	Pages
I - INTRODUCTION	4
II - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	5
III - PRESCRIPTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE, APPLICABLES A L'OPERATION	7
IV - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER, ARRETEES PAR LE MOA ET LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	8
V - MESURES DE COORDINATION GENERALES PRISES PAR LE COORDONNATEUR	9
VI - SUJETIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	19
VII - DISPOSITIONS GENERALES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	20
VIII - ORGANISATION DES SECOURS – INCENDIE	23
IX - COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS – RELATIONS AVEC LE COORDONNATEUR	25
Annexe 1 - <i>CANEVAS D'ELABORATION DU PLAN PARTICULIER ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS) ...</i>	25
Annexe 2 - <i>PROTOCOLE A DESTINATION DES INTERVENANTS EXTERIEURS DU SITE</i>	32
Annexe 3 - <i>FICHE CONSEILS À PRENDRE EN COMPTE POUR LA MAITRISE DU RISQUE PLOMB</i>	33
Annexe 4 - <i>PLANS D'INSTALLATIONS DES CHANTIERS</i>	35

I - INTRODUCTION

Cette opération est réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé, applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et du décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003, portant transposition de la Directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 du 24 juin 1992.

A ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devez répondre à l'appel d'offre en tenant compte des modalités d'organisation issues de ces textes et notamment des éléments suivants :

- a) Il a été désigné pour la phase de réalisation de l'ouvrage un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé entre les différents intervenants du chantier. Dans ce cadre, les rôles qui sont dévolus à ce coordonnateur et qui impliquent les entreprises du chantier sont indiqués dans le présent document.
- b) Pour une meilleure exploitation de votre offre en matière de sécurité et de santé, il vous est demandé d'argumenter le choix de vos techniques, méthodes et matériels, dans le souci de répondre aux principes généraux de prévention énoncés au Code du Travail.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interactivité des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités.

Élaboré par le coordonnateur, le PGCSPS est évolutif. Il sera complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et des modifications portées à votre connaissance.

Vous devez donc répondre à l'appel d'offre en prenant en compte les éléments d'informations détaillés ci-après

II - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

II - 1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX

II.1.1. Nom de l'opération : Rénovation de l'aile des ministres partie EST.

II.1.2. Adresse du chantier : Château de Fontainebleau Place du Général de Gaulle 77300 Fontainebleau

II.1.3. Description sommaire du programme

Le présent PGCSPS a pour objet les travaux de rénovation suivants :

Rénovation des couvertures, des menuiseries, des combles et des réseaux.

Durée estimative des travaux : 3 phases de 12 à 21 mois.

Le lot 1 est le lot principal de l'opération

II.1.4. Organismes officiels de prévention

II.1.4.1.2 Inspection du travail

Cité administrative Section 10
20 quai Hippolyte Rossignol
77011 MELUN cedex
Standard 01 64 41 28 59

II.1.4.2. CRAMIF du 77

104 Allée des Amaryllis
BP 82
77 196 DAMMARIE LES LYS

II.1.4.3. O. P. P. B. T. P.

1 rue Heyrault
92660 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex

II.1.5. Coordonnées des établissements de secours

II.1.5.1. Commissariat de Police

Tél. : 17

II.1.5.2. Sapeurs-Pompiers

Tél. : 18

II.1.5.3. Samu

Tél. : 15

II.1.6. Coordonnées des services publics et concessionnaires

II.1.6.1. Services Techniques EDF / GDF

Service Dépannage
Tél : 0810 433 575

Les coordonnées des autres concessionnaires doivent être obtenues auprès du Service Maintenance/Prévention du château

II.1.7. Calendrier général des travaux, prévision des effectifs

Le calendrier général des travaux est spécifié sur le planning général, commun à tous les corps d'état, périodiquement réajusté lors des réunions de chantier. Le début des travaux est prévu pour début 2026 et devrait durer de 12 à 21 mois selon les phases.

Les cantonnements seront aménagés dans le château pour une /capacité d'environ 16 personnes.

Le nombre d'entreprises appelées à se succéder sur le chantier est inférieur à 10 (sous-traitants compris) et les effectifs de pointe sont envisagés aux environs de 8 personnes.
Ce chantier est classé en **catégorie 2** (< 10 000 hommes jour).

II - 2. CONDITIONS TECHNIQUES du CHANTIER

II.2.1. Description des travaux préparatoires

- Aménagement de la base-vie.
- Mise au point des mesures de protection contre le risque plomb.
- Les premières opérations concerneront essentiellement les approvisionnements et les mises en place des installations de chantier.

II.2.2. Contraintes du site

Sur l'opération, les règles de fonctionnement et de sécurité suivantes, seront obligatoires :

- Tous les intervenants devront être identifiés dès leur arrivée.
- Certains entreprises interviendront dans des zones ouvertes au public. Le balisage des zones de travail et la prévention des risques liés à la coactivité sont à leur charge. Pour les interventions sur les menuiseries plombées, la mise en place de coffres étanches aux poussières de plomb sera obligatoire.
- **Il est prévue des bâches thermo formées pour interdire la propagation des poussières de plomb vers les fenêtres des habitants.**
- Afin de garantir l'innocuité des zones, des essais lingette plomb seront réalisées par l'EPCF dans les logements, les cantonnements et les zones sensibles du chantier (combles). En cas de dépassement du seuil de 1000, une entreprise spécialisée missionnée par L'EPCF Interviendra aux frais des lots en défaut.
- Le chantier est en coactivité avec le site.
- Les tunnels seront de la même dimension que les sorties du bâtiment et ne devront pas empêcher les interventions des pompiers ;
- Une convention de prêt de l'échafaudage commun sera passée.
- Une zone de stockage sera prévue dans la cour des Mathurins.
- Les interventions dans les combles se réaliseront en tenue jetable, masque à ventilation assistée pour les durée supérieures à une heure et la prise de douche après les postes sera obligatoire (particules, silice, fibres, plomb)
- Le chantier, visible par le public sera tenu dans un état de propreté impeccable et tous les équipements, matériels et matériaux seront convenablement stockés, et de manière suffisamment éloignée vis-à-vis des visiteurs.
- Les zones en activité (réceptions, bureaux, bâtiments...) seront strictement interdites au personnel de chantier.
- Les travaux par point chaud et propageant des poussières seront déclarés pour validation au PC sécurité. Les travaux seront surveillés par des personnels compétents des entreprises. Tous les intervenants auront l'obligation de se soumettre aux exigences de protection incendie (extincteurs, sable à proximité...). **La fin des postes est prévue à 14 heures 30.**
- Les zones d'accès et de stockage indiqués par les maitres d'œuvre devront être respectées par tous les intervenants de façon à maintenir les accès, circulations et issues de secours des zones en activité.
- Les phares de chantier halogène sont interdits (trop chaud – risque incendie).
- Les personnels intervenant sur le chantier devront avoir été sensibilisés aux conditions particulières d'intervention dans le site.
- Les échafaudages de façade, roulants ou fixes seront mis en œuvre et utilisés par les lots seront montés conformément à leurs notices, vérifiés et entretenus périodiquement.
- Ces échafaudages seront également mis à la disposition des autres intervenants suivant les cas. Une convention d'utilisation devra être rédigée avec tous les titulaires.

- Toutes les interventions sur les parties contenant du plomb devront être détaillées dans des additifs au PPSPS spécifiques.
- **Toutes les mesures devront être prises pour ne pas contaminer le site et les personnels aux poussières de plomb.**

III - PRESCRIPTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE APPLICABLES A L'OPERATION

III - 1. PHASE de PREPARATION de CHANTIER

a) Dès qu'ils en ont connaissance, les MO, Moe et le cas échéant, les entreprises titulaires diffuseront au coordonnateur sécurité santé les éléments suivants :

- * Les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants (un seul niveau autorisé),
- * La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant,
- * L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier,
- * La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant.

b) Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprise titulaire de Lots et sous-traitants) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P. P. S. P. S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier.

Pour cela, elle dispose d'un délai de préparation à compter de la réception de son contrat signé pour élaborer le PPSPS. Le délai est réduit pour les entreprises qui effectueront des travaux de second œuvre.

Le PPSPS devra comporter un certain nombre de chapitres dont nous dressons la liste dans un canevas type que nous joignons en annexe du présent plan général de coordination.

Les entreprises titulaires d'un lot et désirant sous-traiter tout ou partie de leurs travaux, devront communiquer leurs PPSPS à leurs sous-traitants.

c) Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de Lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion du PPSPS, de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.

d) Chaque entreprise diffusera un exemplaire de son PPSPS ou de son plan de retrait au coordonnateur sécurité. Toutes les entreprises tiendront leur PPSPS à disposition sur le chantier.

e) **CISSCT.**
Non concerné

III - 2. PHASE de TRAVAUX

Pendant toute la durée du chantier, le coordonnateur sécurité organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives. A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le coordonnateur.

IV - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

IV - 1. PHASAGE DES TRAVAUX

Le plan de phasage devra permettre le respect des principes généraux de prévention définis par le Code du Travail et faciliter l'organisation du chantier et la coordination entre les différents intervenants sur le chantier.

Le planning indiquera :

- **Les interventions des entreprises titulaires des marchés (en précisant les zones et les délais pour chaque phase de travaux)**
- Les interventions des diverses autres entreprises
- L'adaptation des divers phasages en fonction des aléas, des modifications de travaux et des retards éventuels
- Un phasage précis devra être remis au coordonnateur pendant toute la durée du chantier ou être indiqué dans les comptes-rendus de chantier rédigés par les intervenants.

IV - 2. OUVERTURE DE CHANTIER

Chaque entreprise doit établir sa déclaration d'ouverture de chantier et l'adresser aux organismes concernés. Le MOA communiquera au coordonnateur les noms et les adresses des entreprises ainsi que les dates de début et de fin d'intervention au fur et à mesure de leur désignation.

Chaque entreprise devra présenter ses sous-traitants pour accord au MOA.

Ces renseignements sont tenus sur le Registre - Journal du coordonnateur, qui peut être consulté sur demande sur le site.

IV - 3. AFFICHAGE DES ENTREPRISES

Les entrepreneurs (y compris sous-traitants et artisans) doivent faire apposer sur le chantier une affiche indiquant :

- Leurs noms et coordonnées,
- Les numéros de téléphone d'appel d'urgence.

Les entreprises mettront en place dès leur arrivée des panneaux en ce sens en signalant l'interdiction faite au public de pénétrer sur le chantier. Ces panneaux resteront jusqu'à la fin du chantier

IV - 4. MODALITES D'ACCES AU CHANTIER

L'accès du personnel au chantier se fera par un accès séparé pour les personnels de chantier. Cet accès pourra en fonction des options choisies, être soit conservé pour l'accès des salariés au chantier, soit être déplacé. Dans tous les cas, un plan sera diffusé par l'entrepreneur avant chaque phase de chantier.

Le personnel des entreprises devra être identifié en permanence. En cas de doute, le coordonnateur pourra avertir le MO qui prendra les sanctions les plus adaptées.

IV - 5. INSTALLATIONS DE CHANTIER (voir le détail aux chapitres VII – 1-2 et suivant)

Le titulaire organisera avant toute intervention les installations de chantier pour 8 personnes dans les locaux prêtés par le Château.

Les zones et les raccordements nécessaires ont été réservés à cet effet par le MO.

Le Lot principal installera l'ensemble des éléments nécessaires aux personnels des entreprises et en aura la charge et l'entretien (consommables compris) jusqu'à la fin du chantier.

Les locaux mis à disposition du personnel comprennent des vestiaires, des réfectoires, et des sanitaires répondant aux prescriptions d'hygiène des locaux affectés au travail du code du travail et seront conformes aux prescriptions incendie.

D'une manière générale, il est fait obligation aux salariés d'utiliser les installations mises à leur disposition.

V - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS

V - 0. AMIANTE

Avant le début des travaux, les entreprises sont informées qu'aucune intervention ne se fera sur les parties contenant de l'amiante. Aucun contact ne devrait se produire avec de l'amiante.

En cas d'insuffisance dans le dossier technique ou de découverte de matériaux douteux, l'entreprise devra réaliser les opérations suivantes :

- A. Arrêt de la zone
 - B. Signalement immédiat aux MO, MOE et au Coordonnateur SPS
 - C. Réalisation des diagnostics ou analyses nécessaires
 - D. Communication des résultats au MO, MOE et au Coordonnateur SPS
 - E. Reprise des travaux avec les nouvelles dispositions de protection de la santé nécessaires
- Dans tous les cas, les entreprises concernées par les contacts avec l'amiante devront rédiger des additifs au PPSPS ou au plan de retrait à transmettre au coordonnateur

PLOMB

Les menuiseries et les éléments des couvertures contiennent du plomb qui peut contaminer les compagnons et l'environnement. Les entreprises concernées devront former leur personnel, évaluer les risques, rédiger des additifs au PPSPS spécifiques et faire valider leur mode opératoire par le Coordonnateur SPS. La fiche de conseils prévention pour les travaux de couverture est jointe en annexe 3, elle devra servir de guide pour la mise en place des mesures de prévention. Les planchers des échafaudages et les zones intérieures du château devront être spécifiquement protégés pour ne pas propager les poussières et le personnel formé et protégé (bâches, confinements thermoformés, pédiluves, caissons étanches, protocoles d'accès, formations, aptitudes médicales, masques P3, tenues jetables, gants, douches, mesures, etc.)

Réalisé par

MO

A la charge de

MO

Toute entreprise

Toute entreprise

Entreprises concernées

Entreprises concernées

V - 1. VOIES ET ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES

Les voies publiques extérieures à l'emprise du chantier seront strictement interdites à la circulation des engins de chantier, sauf pour les transits et avec des personnels autorisés titulaires de permis de conduire et dans des zones matérialisées à l'aide de barrières physiques.

Les zones de circulations menant les engins aux zones de travail devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels et balisées pour avertir les piétons.

L'entretien de ces circulations sera prévu durant la durée des manutentions.

Durant les périodes de gel, des dispositions nécessaires pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès seront à prendre.

Réalisé par

Toute entreprise

A la charge de

Toute entreprise

Le lot principal assurera, durant toute la durée de l'opération, l'aménagement des aires de déchargement. Elle réalisera, à ce titre, les demandes administratives auprès des services de voiries ou des services techniques.

V - 2. MANUTENTION MECANIQUE

Il sera installé un moyen mécanique pendant toute la durée de l'opération. Ce moyen sera disponible pour tous les Lots (monte meuble, treuil, etc.)

Réalisé par

Lot principal

A la charge de

Lot principal

V. 2.1. Gestion des approvisionnements et des stockages

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum l'encombrement des voies de circulation.

Réalisé par

Toute entreprise

A la charge de

Toute entreprise

Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales (chariots, transpalettes, diables...).

Toute entreprise

Toute entreprise

Les manutentions verticales devront être organisées de façon à utiliser les moyens mis à disposition dans le cadre de l'organisation générale de chantier.

Voir chapitre précédent

Les entreprises devront au cours de la réunion de chantier, remettre leur planning de livraison et d'approvisionnement pour approbation.

Toute entreprise

Toute entreprise

Les produits à risques devront faire l'objet de fiches dans les PPSPS avec un détail des moyens de prévention (hydrocarbures, peintures, solvants, huiles...).

Le plan de gestion des approvisionnements et des stockages devra être présenté au coordonnateur en réunion de chantier. Une zone spécifique « produits toxiques et/ou inflammables » sera prévue sur le site à l'extérieur.

Lot principal

Lot principal

V.2.2. Accrochage sur l'ouvrage des moyens de levage

Les accrochages sont interdits sur les ouvrages. Sauf si une note de calcul justifie ces installations

Réalisé par

Toute entreprise

A la charge de

Toute entreprise

V.2.3. Vérification des appareils de levage

L'ensemble des installations de levage, les appareils de levage et d'élévation du personnel devront être vérifiés conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier.

Les rapports de vérification devront systématiquement être communiqués au Coordonnateur.

Les salariés chargés de la conduite des engins de levage ou des élévateurs de personnel devront être détenteur d'une autorisation de conduite délivrée par le Chef d'Entreprise.

Le Coordonnateur vérifiera par sondage, les autorisations délivrées au personnel qualifié et que les consignes de sécurité du site sont bien connues du personnel de conduite.

Réalisé par	A la charge de
Toute entreprise	Toute entreprise
Toute entreprise	Toute entreprise

V - 3. DELIMITATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE

V.3.1. Stockage

Les matériels et matériaux devront être distribués au fur et à mesure de l'avancement.

Réalisé par	A la charge de
Toute entreprise	Toute entreprise

V.3.2. Magasins

Le stockage de produits dangereux n'est pas autorisé sauf plan précis et délimitation des zones avec des moyens de lutte contre l'incendie adapté.

Chaque magasin devra clairement être identifié (nom de l'entreprise). Chaque entreprise assurera la mise en place des moyens de lutte contre le feu dans chaque local ou magasin.

Les entreprises seront tenues de libérer les lieux au fur et à mesure des besoins, en fonction de l'avancement des travaux sur demande du MOA.

Réalisé par	A la charge de
Toute entreprise	Toute entreprise
Toute entreprise Toute entreprise	Toute entreprise Toute entreprise
Toute entreprise	Toute entreprise

V - 4. STOCKAGE - ELIMINATION - EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

V.4.1. Nettoyage des voies publiques

Chaque Lot assurera pendant le chantier, le nettoyage des voies publiques empruntées par ses entreprises.

En cas de défaut, l'entreprise désignée par le MOA palliera aux entreprises défaillantes et refacturera ses interventions

Réalisé par	A la charge de
TCE	TCE
L'entreprise désignée	TCE défaillant

V.4.2. Évacuation des déchets

Réalisé par	A la charge de
-------------	----------------

Le lot principal mettra à disposition de l'ensemble des sous-traitants, des bennes en quantité suffisante et assurera l'évacuation des gravois en centre de revalorisation ou d'enfouissement technique adapté pendant toute la durée de l'opération.	Lot principal	Lot principal
Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ces déchets jusqu'aux bennes par tous moyens adaptés. L'évacuation des gravois et déchets par les trémies et par l'extérieur du bâtiment est interdite (sauf goulotte conforme).	Toute entreprise	Toute entreprise
En cas de manquement d'une entreprise, le MOA, le MOE ou le Coordonnateur pourront demander à l'entreprise ou à une entreprise spécialisée de procéder au nettoyage au frais de l'entreprise défaillante.	Entreprise désignée par le MOA	Entreprise défaillante

V.4.3. Matières et substances dangereuses

Chaque entreprise utilisatrice de substance et de matière dangereuse fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité.	Toute entreprise	Toute entreprise
--	------------------	------------------

V - 5. PROTECTIONS COLLECTIVES

	Réalisé par	A la charge de
Le Lot principal est chargé de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment pendant toute la durée du chantier.	Lot principal	Lot principal
Cette charge pourra être partiellement reportée sur une autre entreprise après avoir réalisé un état des lieux contradictoire et déterminé précisément qui fait quoi dans un document visé par les deux intervenants concernés.	Lot principal	Toute entreprise suivant convention
Les protections collectives seront étudiées par l'entreprise en collaboration avec les autres entreprises, et le Coordonnateur de manière à rechercher une utilisation commune à un maximum d'intervenants.	Toute entreprise	Toute entreprise
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection correcte pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.	Toute entreprise	Toute entreprise
Chaque entreprise devra à l'issue de ses interventions rétablir, sur les lieux de son intervention, un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place par l'entreprise initiale.	Toute entreprise	Toute entreprise

Le MO, MOE et le Coordonnateur pourront en cas de manquement à la sécurité d'une entreprise demander à une autre entreprise de réaliser les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail de l'entreprise défaillante aux frais de cette dernière.

Entreprise désignée par le MOA, MOE

Entreprise défaillante

Dès que possible :

- Les réservations devront être rebouchées
- Les éléments de protection définitifs devront être mis en place (garde-corps, porte palière d'ascenseur,).

Principe d'action en cas de défaillance d'un intervenant :

Le coordonnateur, le maître d'œuvre, ou le MO qui constaterait que l'intervenant n'est pas capable de fournir, d'installer, d'entretenir ou de remplacer une protection collective, interviendrait sur-le-champ et aux frais de défaillant pour supprimer le risque. Une réunion extraordinaire du sera immédiatement planifiée dans une telle situation pour revoir l'organisation des protections en cause

Toute entreprise

Toute entreprise

CSPS
MO
MOE

Entreprise défaillante

V - 6. INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Lot principal assurera ou prendra sous sa responsabilité :

- L'alimentation du tableau général depuis le branchement électrique existant :

Depuis ce tableau seront alimentés :

- a) L'installation nécessaire à l'alimentation des locaux cantonnements.
- b) L'installation nécessaire aux matériels de l'entreprise, mis en place sous sa responsabilité et à sa charge.
- c) L'installation d'éclairage des circulations et des tableaux, éclairages de sécurité (blocs de secours).
- d) La maintenance technique et le remaniement des installations seront réalisés et à la charge du Lot principal

Réalisé par
Lot principal

A la charge de
Lot principal

V.6.1. Installation de distribution

Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des zones de travaux.

Le nombre d'armoires prévues sera suffisant pour alimenter normalement l'ensemble des entreprises présentes sur le chantier. Leur implantation devra permettre, en tout point du bâtiment et de ses abords, de ne pas être éloigné de plus de 25 m de l'une d'entre elles.

Réalisé par
Lot principal

A la charge de
Lot principal

Lot principal

Lot principal

L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise. Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution devront, pour toutes les entreprises, être du type HO7 RNF et ne pas avoir une longueur supérieure à 25 m.

TCE

TCE

V.6.2. Installations d'éclairage

Seront éclairés :

- Les cheminements et circulations intérieurs et extérieurs
- Les escaliers
- La circulation publique (lustres) + projecteurs.
- **Tous les lieux et les locaux présentant des risques de chute de hauteur (trémies, vide, escalier, échafaudages, etc.)**

Réalisé par

A la charge de

Lot principal

Lot principal

L'éclairage correct des postes de travail est à la charge de chaque entreprise. **Les phares halogènes sont interdits.**

TCE

TCE

V.6.3. Installations nécessaires aux cantonnements et aux bureaux

Depuis le tableau de distribution mis à disposition, la réalisation et l'entretien de l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des locaux privatifs (vestiaires, réfectoires, sanitaires).
Chacune des installations précédemment mentionnées devra être vérifiée par un organisme agréé avant toute mise en service et vérifiée tous les ans et à chaque modification.

Réalisé par

A la charge de

Lot principal

Lot principal

Lot principal

Lot principal

Une copie du rapport de vérification sera fournie au Coordonnateur en matière de sécurité et de santé.
Ces installations devront notamment comporter les protections et dispositifs suivants :
- Protection contre les surintensités et court-circuit
- Protection des travailleurs contre les masses mises accidentellement sous tension par dispositif à courant résiduel à haute sensibilité (30 mA).

V - 7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE

V.7.1. Travaux superposés

Le phasage des travaux devra être réalisé en accord avec le MOE de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.

Réalisé par

A la charge de

TCE

TCE

Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous des postes de travail en élévation (échafaudage de grande hauteur, nacelles élévatrices, échafaudages volants,) seront interdites d'accès au moyen d'un dispositif physique.

Toute entreprise

Toute entreprise

Les dispositions générales suivantes devront être respectées par l'ensemble des intervenants :

Survol éventuel de la grue de manutention

- Les survols des voies publiques en charge seront interdits
- Des autorisations seront à obtenir pour les survols des voisins et une déclaration sera à faire auprès des autorités administratives (mairie, ministère, préfecture)

Lot concerné

Lot concerné

V.7.1.1. Protections liées à la superposition des taches dans un Lot

PRINCIPE GENERAL

Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire du Lot mettra en place les mesures de protection nécessaires (filets, platelage,) et en assurera l'entretien et le démontage.

Réalisé par
Toute entreprise

A la charge de
Toute entreprise

V.7.1.2. Protections liées à la superposition des taches dans plusieurs Lots

PRINCIPE GENERAL

Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les Lots réalisant les travaux le plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.

Si l'origine est un retard, le titulaire du Lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres Lots.

Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du Lot utilisateur.

En cas de litige entre entreprises, la décision du MO s'imposera.

Réalisé par

Entreprise.
concernée

Entreprise.
concernée

MO

A la charge de

Entreprise.
concernée

Entreprise.
concernée

Toute entreprise

V.7.2. Travaux en façade

Les opérations de grutage feront l'objet de PPSPS avec balisages Obligatoires.

Réalisé par

TCE

A la charge de

V.7.3. Travaux polluants

Les travaux générateurs de nuisances tels que bruits, émanation de vapeurs dangereuses ou de poussières, seront réalisés dans des zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation de dispositifs de protection collectifs sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.

Si les postes de travail se réalisent en milieu confinés, des extracteurs et les ventilations seront mis en œuvre pendant les phases de travaux.

Lot 1 organisera des travaux pour que le planning soit compatible avec les délais de mise en œuvre des confinements nécessaires

Réalisé par

TCE

A la charge de

TCE

V.7.4. Travaux en hauteur

Chaque entreprise précisera dans son PPSPS le type de matériel qu'elle compte mettre en œuvre pour ses travaux en hauteur et une harmonisation sera réalisée.	Réalisé par Tous Lots	A la charge de Tous Lots
Les escabeaux sont interdits, sauf dans les locaux exigus.	Toute entreprise	Toute entreprise

V - 8. PROTECTION INCENDIE (voir également le chapitre VIII – 2)

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés.	Réalisé par Toute entreprise	A la charge de Toute entreprise
Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre si nécessaire en place un dispositif de ventilation mécanique. Elles devront également signaler la zone de travail à risque au PC SSIAP (1 pompier à demeure) qui validera les autorisations de travail par point chaud ou par un permis feu.	L'entreprise Et le service sécurité à demeure	Toute entreprise

V - 9. SIGNALISATION

V.9.1. Panneaux de chantier

L'ensemble des panneaux signalétiques, y compris les affichages réglementaires seront réalisés par le Lot principal	Réalisé par Lot principal	A la charge de Lot principal
---	------------------------------	---------------------------------

V.9.2. Signalétique - Fléchage

Le Lot principal assurera pendant toute la durée du chantier le fléchage des sorties et des accès y compris les panneaux « chantier interdit au public ».	Réalisé par Lot principal	A la charge de Lot principal
---	------------------------------	---------------------------------

VI. SUJETIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

Les installations et accès devront respecter les limites du programme et les règles de circulation.

L'entreprise fera son affaire des démarches administratives auprès des services de voiries ou des services de la voirie en cas de nécessité de modification des règles de circulation de la voie d'accès au chantier. Les DICT devront être transmises dans les délais réglementaires.

L'activité du chantier ne devra à aucun moment remettre en cause la progression des véhicules des services de secours pour toute intervention sur les bâtiments d'activité adjacents et contigus.

Réalisé par

A la charge de

L'entreprise

L'entreprise

TCE

TCE

VI - 1. CLOTURES DE CHANTIER

Le chantier est rendu clos et indépendant du fait de sa localisation intérieure. L'accès, ouverture et fermeture du chantier (Salle de la Belle cheminée) seront géré par le Lot principal

Réalisé par

A la charge de

Lot principal

Lot principal

VI - 2. CO-ACTIVITE AVEC DES ETABLISSEMENTS COMMERCIAUX ET DES OCCUPANTS LOCATAIRES DANS L'EMPRISE DU CHANTIER

Plusieurs parties des bâtiments seront maintenues en activité pendant la durée du chantier. Ces zones seront strictement matérialisées et interdites aux personnels des entreprises du chantier.

Les accès seront balisés et protégés jusqu'à la fin des opérations (sorties de secours comprises).

Réalisé par

A la charge de

Lot principal

Lot principal

VII - DISPOSITIONS GENERALES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

VII - 1. VOIES ET RESEAUX DIVERS (V. R. D.)

Ces travaux sont réalisés dès l'arrivée du premier entrepreneur et font l'objet de règlements séparés.

VII.1.1. Électricité

Les raccordements se feront sur les installations électriques EDF GDF existantes.
Dans tous les cas, l'entreprise devra se mettre en relation avec l'entreprise de maintenance au sein des bâtiments.

Réalisé par

Lot principal

A la charge de

Lot principal

VII.1.2. Eau potable

Le raccordement se fera sur le réseau concessionnaire y compris compteur

Réalisé par

Lot principal

A la charge de

Lot principal

VII.1.3. Eaux usées

Le raccordement se fera conformément au règlement de santé publique sur le réseau général.

Réalisé par

Lot principal

A la charge de

Lot principal

VII.1.4. Eaux chargées

L'évacuation vers le réseau public des eaux chargées de laitance ou de béton ne peut se faire qu'après décantation dans des bacs désableurs provisoires.

Réalisé par

Lot principal

A la charge de

Lot principal

VII.1.5. Cantonnements

Le Lot principal assurera la préparation nécessaire à la mise en place des cantonnements dans les zones définies par le MO.

Réalisé par

Lot principal

A la charge de

Lot principal

VII.2.1. Sanitaires

Le Lot principal mettra en place, pour l'ensemble des entreprises, les installations sanitaires nécessaires aux besoins du chantier dans les locaux réservés par le MO.

Ces installations seront dimensionnées de manière à respecter les quotas suivants :

- 1 point d'eau réglable pour 10 personnes
- Des douches en nombre suffisant
- 1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes

L'entreprise assurera :

Réalisé par

Lot principal

A la charge de

Lot principal

- Le nettoyage régulier de ces locaux et circulations communes.

- La fourniture des consommables (savon, essuie-mains, papier toilette) tant que nécessaire

- La fourniture des extincteurs en nombre suffisant (la maintenance et vérification étant également pris en charge)

VII.2.2. Vestiaires – Refectories

L'Entreprise mettra en place les installations nécessaires pour 16 personnes.

A) Vestiaires :

Ces locaux devront être dimensionnés de manière à prévoir une surface de 1,25 m² par salarié.

Réalisé par

A la charge de

Lot principal

Lot principal

Ils devront être équipés :

- D'armoires individuelles ininflammables double compartiment.

- De sièges en nombre suffisant

- De moyens de chauffage

Réalisé par

A la charge de

Lot principal

Lot principal

B) Réfectoire :

- Ces locaux devront être dimensionnés de manière à prévoir une surface de 1,25 m² par salarié.

Ils seront équipés :

- De table et chaises en quantité suffisante

- D'un robinet d'eau potable eau chaude / eau froide

- D'un réfrigérateur

- D'un moyen de réchauffer les plats

- D'un moyen de chauffage

- Réalisera le nettoyage régulier de ses locaux et l'évacuation de ses ordures

Lot principal

Lot principal

- Veillera à ce que la circulation entre ses vestiaires, réfectoires et les locaux sanitaires soit couverte et réalisera les travaux nécessaires à toutes ces installations

- Pour chacun de ces locaux, les branchements électriques depuis le tableau général seront mis à disposition par l'entreprise d'électricité raccordés par cette même entreprise.

- Le nettoyage des installations sera assuré par le jusqu'à la fin du chantier.

Toutefois, toutes les entreprises doivent se sentir responsables des locaux collectifs et devront veiller au respect des installations par leur personnel.

VII – 3. SANITAIRES DANS L'EMPRISE DE LA CONSTRUCTION

Il sera installé, en cas de besoin, un sanitaire par zone de travail (pas plus de 10 minutes pour se rendre aux sanitaires)

Réalisé par

Lot principal

A la charge de

Lot principal

VII - 4. POINT D'EAU POUR LE CHANTIER

L'entreprise assurera la mise en place de robinets d'eau munis de bacs pour récupérer le trop plein dans toutes les zones nécessaires

Les eaux sales seront évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

Réalisé par

Lot principal

A la charge de

Lot principal

VIII - ORGANISATION DES SECOURS - INCENDIE

VIII - 1. ORGANISATION DES SECOURS

	Réalisé par	A la charge de
Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail formés ou recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).	Toute entreprise	Toute entreprise
Chaque entreprise devra disposer, à proximité des postes de travail, d'une trousse de premiers secours, et afficher les numéros de téléphone d'urgence RAPPEL du NUMERO d'URGENCE : 18.	Toute entreprise	Toute entreprise
Toutes les entreprises doivent laisser libre sur 0,80 m toutes les aires de circulation.	Toute entreprise	Toute entreprise
Les entreprises devront dans les 48 heures qui suivent tout accident du travail communiquer au Coordonnateur le compte rendu des circonstances de l'accident.	Toute entreprise	Toute entreprise
Rappel : le service de sécurité doit être alerté en cas d'accident ou d'incident (pompier sur place)		

VIII - 2. INCENDIE

	Réalisé par	A la charge de
Chaque entreprise est tenue de :		
- Prendre toutes les mesures nécessaires pour la lutte contre l'incendie.	Toute entreprise	Toute entreprise
- Porter à la connaissance du personnel toutes les consignes en cas d'incendie, et s'assurer qu'il est sensibilisé au maniement d'un extincteur.	Toute entreprise	Toute entreprise
- Tenir à jour l'affichage des consignes d'incendie.	Toute entreprise	Toute entreprise
- Faire vérifier par un organisme agréé les extincteurs et autres matériels de lutte contre l'incendie et consigner les observations sur le registre de sécurité conservé sur le chantier.	Toute entreprise	Toute entreprise
- Si les travaux à exécuter comportent l'usage d'un chalumeau, d'un arc électrique ou plus généralement d'une flamme, et que les opérations correspondantes ne sont pas effectuées dans un local prévu à cet effet, l'entrepreneur doit appliquer les règles de prévention définies pour de tels travaux (demande d'autorisation de travail par point chaud délivrée par le PC sécurité du bâtiment 06).	Toute entreprise	Toute entreprise
Le Lot principal, en concertation avec les autres entreprises mettra en œuvre sur le chantier, un plan de maîtrise des incendies par les moyens suivants :	Lot principal	Lot principal
- Surveillance et autorisation des points chauds avec le suivi des permis feu que délivre le service sécurité SSIAP		
- Extincteurs à disposition à tous les niveaux des bâtiments		
- Signalétique		
- Tout moyen supplémentaire en fonction des risques rencontrés		

IX - MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS, OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS - RELATIONS AVEC LE COORDONNATEUR

IX - 1. GENERALITES

En vue de permettre au Coordonnateur d'assumer sa mission de façon efficace, le Moa a arrêté les dispositions ci-après :

- Les études réalisées intéressants la santé et la sécurité tant par la Maitrise d'œuvre que par les entreprises ou d'autres intervenants, seront communiquées au Coordonnateur dès leur mise au point,
- Les entreprises sont en outre tenues de communiquer au Coordonnateur toutes précisions ou renseignements que celui-ci pourrait être amené à leur demander concernant leurs modes d'intervention sur le chantier,
- Les entreprises sont tenues de se conformer aux demandes du Coordonnateur,
- Le coordonnateur pourra à tout moment avoir accès au chantier, les entreprises étant tenues de faciliter ses visites.

L'attention des différents intervenants est enfin attirée sur la nécessité de respecter strictement les dispositions de leurs contrats respectifs qui gouvernent leurs relations avec le Coordonnateur.

Travailleurs Indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- aux mesures générales de protection,
- aux modalités de l'évaluation des risques pour la santé et de la sécurité liés aux choix des procédés, des équipements de travail,
- aux actions des Organismes Professionnels d'Hygiène et de Sécurité et des conditions de travail,
- aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses,
- à la mise en place, à l'acquisition et à l'utilisation de matériel conforme,
- à mettre en œuvre, vis-à-vis des autres personnes intervenant sur le chantier, comme d'eux-mêmes, les principes généraux de prévention.

Le Plan Général de Coordination est applicable en totalité.

IX.2. PLAN PARTICULIER DE SECURITE

Rappel à toutes les entreprises de l'obligation d'établir un Plan Particulier de Sécurité (PPS-PS), préalable aux travaux.

Le cadre de ce PPSPS est joint en annexe 1.

IX. 3. SOUS-TRAITANTS

L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le présent Plan Général de Coordination (P.G.C.) à ses sous-traitants, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui même retenues en matière d'hygiène et de sécurité (ce peut-être son propre PPS).

Obligation d'établissement d'un PPSPS par le sous-traitant après remise de ces documents, préalablement aux travaux.

Obligation pour chaque sous-traitant d'assister aux réunions du CISSCT.

L'entrepreneur ayant plusieurs sous-traitants communique, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et transmet sur leur demande et avant le démarrage de leur intervention les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

IX. 4. UTILISATION DE PERSONNELS INTERIMAIRES

Les entrepreneurs utilisant du personnel intérimaire s'assurent :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné, et que les travaux réalisés ne sont pas interdits aux intérimaires
- que le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée a bien été délivré,
- que l'intéressé est en règle (carte de travail, carte de séjour),
- que le personnel a suivi une formation renforcée de sécurité.

IX. 5. REGISTRES REGLEMENTAIRES

Chaque entreprise mettre sur le site et à disposition permanente, les documents suivants :

- registre de l'inspection du travail,
- registre d'observations des travailleurs,
- registre de sécurité,
- registre du personnel et des aptitudes médicales.

IX. 6. FORMATION DES PERSONNELS

Le personnel des entreprises, les salariés intérimaires ou sous statut précaire doivent avoir reçu la formation pratique et appropriée en matière de sécurité et ne formation complémentaire concernant les mesures particulières liées aux risques les plus importants, conformément au Code du Travail.

IX.7. RAPPORT ET NOTES

Les entreprises communiqueront systématiquement au Coordonnateur de sécurité les notes et observations :

- de l'Inspection du Travail
- de la CRAMIF
- de l'OPPBTP
- des bureaux de contrôle
- de son propre encadrement.

IX.8. ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les prescriptions de la Sécurité Sociale sur les accidents du travail sont applicables sur le chantier au personnel des entreprises.

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé doit être averti, sans retard, de tout accident ayant entraîné ou non-arrêt de travail et immédiatement de tout accident grave.

Les déclarations d'accident de travail ou de trajet par les textes en vigueur doivent être faites par l'employeur du salarié, même si celui-ci est mis à la disposition d'une autre entreprise (prêt à but non lucratif).

Chaque entreprise communiquera (titulaires, co-traitants, et sous-traitants) trimestriellement au Coordonnateur de sécurité avant les CISSCT (pour les opérations de catégorie 1) :

- Le nombre d'heures travaillées sur le chantier,
- l'effectif,
- le nombre d'accidents déclarés avec arrêt,
- le nombre de jours d'arrêt,
- les renseignements relatifs (nom de la personne, jour de l'accident, circonstances et causes de l'accident, etc...).

IX.9. REUNION D'HARMONISATION DE SECURITE

Des réunions spécifiques seront organisées à la demande du Coordonnateur ou d'un intervenant afin de gérer les interfaces sécurité des corps-d'état.

Celles-ci permettront de soulever les problèmes de sécurité liés à la coactivité des entreprises sur le site.

La présence des entrepreneurs convoqués à ces réunions est obligatoire.

IX.10. PENALITES

Les obligations décrites au présent PGC sont des obligations substantielles dont l'inobservation dûment constatée sera passible de pénalités de 150 € par manquement et par jour.

Le MO se réserve le droit d'appréciation sur toute demande notifiée du coordonnateur sans qu'aucune contestation ne soit admise après l'application des pénalités.

La répétition de manquements graves sera la cause de résiliation du contrat de l'entreprise en défaut et à ses torts.

ANNEXE 1

CADRE DU P.P.S.P.S.



CADRE DU P.P.S.P.S.

Avant toute intervention sur le chantier :

Le PPSPS est établi par les entreprises et leurs co-traitants dans les conditions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, sous la Direction et le contrôle du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur de Santé sécurité, et transmis en :

- Un exemplaire au coordonnateur S.P.S.
- Un exemplaire au piLote OPC
- Un exemplaire au Maître d'Oeuvre,
- Un exemplaire à l'inspection du travail (suivant les cas)
- Un exemplaire à la CRAMIF (suivant les cas)
- Un exemplaire au Comité Régional de l'OPPBTP (suivant les cas)
- Un exemplaire à la Médecine du travail propre à chaque entreprise (l'avis du médecin sur le contenu du PPSP est à joindre avec ce dossier)
- Un exemplaire au C.H.S.C.T. ou, à défaut, aux Délégués du Personnel sur le contenu de PPSPS est à joindre avec ce dernier).

La transmission du PPSPS devra être préalable à toute intervention sur le site.

But :

Nécessite de rattacher étroitement les mesures de prévention aux procédés et aux modes d'exécution en fonction des risques qu'ils créent.

Coordonner les dispositions prises par les différents entrepreneurs.

Moyen :

Intégrer les mesures de prévention au processus et à 'l'outil de construction

Finalité :

Affirmer et imposer que la sécurité n'est pas un domaine d'improvisation journalière mais une réflexion rattachée étroitement aux méthodes d'exécution.

Action :

Par le responsable opérationnel de l'entreprise à qui est confiée la responsabilité de l'exécution.

Le PPSPS précisera notamment :

1. Renseignements généraux

- Noms et adresses :
 - de l'entrepreneur,
 - du responsable de l'exécution des travaux,
 - des sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation,
 - du rédacteur du plan.
- . Nature des travaux sous-traités.
- . Nom et numéro du Lot des travaux.
- . Effectif prévisible du chantier aux périodes de pointes (date et durée).
- . Les besoins en fluides et évacuations.
- . Les besoins en accueil, cantonnements, bureaux de maîtrise, magasins, stockages.
- . Les moyens d'approvisionnement qu'ils comptent utiliser.

2. Sécurité pendant l'exécution des travaux

- . Analyse détaillée :
 - des procédés de construction et d'exécution,
 - des modes opératoires,
 - des consignes transmises par le coordonnateur.
- . Énumération :
 - des matériels de production,
 - des installations de chantier,
 - des dispositifs particuliers prévus pour la réalisation de l'opération.
- . Définition des risques prévisibles.
- . Indication des mesures de préventions choisies :

- protection collective,
- protection individuelle.

. Énoncé des conditions de contrôle :

- de l'application des mesures de prévention,
- de l'entretien et des matériels.

. Analyse traitants :

- des risques propres aux travaux de l'entreprise,
- des risques liés aux interférences entre entreprises.

3. Consignes de prévention secours

. Consignes sur la conduite à tenir en présence d'un blessé.

. Liste :

- des secouristes formés présents sur le chantier,
- du matériel médical existant sur le chantier.

. Mesures prévues pour l'évacuation rapide de tous les accidents graves.

4. Mesures d'hygiène

. Hygiène des conditions de travail et prévention des maladies professionnelles :

- nature des produits dangereux utilisés dans le chantier et nécessitant une surveillance médicale spéciale.

. Hygiène des locaux destinés au personnel :

- mention des installations prévues (vestiaires, réfectoires, sanitaires)
- capacité d'accueil et date de mise en service.

ANNEXE 2

Château de Fontainebleau

Protocole à l'usage des intervenants extérieurs

Stationnement et circulation

L'espace de stationnement de la cour des Mathurins est exclusivement réservé aux personnels exerçant sur le site du château. Les entreprises extérieures qui en auraient la nécessité, disposeront d'une autorisation temporaire d'accès pour chargement, déchargement, livraison et approvisionnement de matériel de chantier mais ne devront jamais stationner dans le domaine national. Cet accès au site impose le respect des règles suivantes :

- l'immatriculation du véhicule et le nom de la société seront enregistrés au poste des Mathurins.
- la vitesse des véhicules ne doit jamais excéder 15 km/h.
- les véhicules doivent être en parfait état technique, les entreprises doivent prévoir une protection des sols (feuilles plastiques, polyane) en cas de stationnement prolongé. Le nettoyage de fuites d'huile ou autres salissures sur les espaces pavés de grès sera à la charge de l'entreprise.
- le gabarit des véhicules sera annoncé au poste central de sécurité du domaine national situé cour des Mathurins et les indications de circulation seront données en conséquence.
- les aménagements paysagers, allées, parterres et végétaux ne doivent subir aucun dégât, le cas échéant les remises en état seraient à la charge de la société responsable et se feront sous le contrôle du service des jardins du domaine national.

Consignes de sécurité

Si un trousseau de clé vous est prêté pour faciliter votre intervention, il vous sera remis le matin par le service de la régie des œuvres et vous devrez le rendre durant votre pause déjeuner au poste des Mathurins et le soir au poste des mathurins. Ce trousseau ne doit jamais sortir du domaine.

Toutes entrée et sortie de véhicule sur le domaine doivent être annoncées au service d'accueil et de surveillance et l'accompagnement sur le site se fait avec l'accord du service demandeur de l'intervention.

Seuls les véhicules dont le gabarit ne permet pas l'accès par la cour des Mathurins, entreront par la cour d'Honneur ou la grille de Bois d'Hyver sous surveillance.

Il est strictement interdit de fumer dans les bâtiments.

Le port d'une casquette de protection (avec coque) est obligatoire dans les galeries techniques.

Les personnels des entreprises extérieures doivent être obligatoirement badgés (badges remis chaque matin par le service de la régie des œuvres et devant être rendus chaque soir).

Horaires de travail

Les entreprises peuvent travailler sur le site :

- dans les bâtiments de 8h30 à 17h15 d'octobre à mars et à 18h15 d'avril à septembre,
- dans les jardins et le parc de 8h30 à 17h de novembre à février, à 18h en octobre, mars et avril et à 19h de mai à septembre.

Ces horaires s'entendent entrée dans les lieux, installation, désinstallation et départ compris.

Alarme

En cas de déclenchement des alarmes, dès la mise en route de la sirène, toutes les personnes présentes dans le château doivent arrêter leur travail, s'assurer de la présence de leurs collègues et se préparer à quitter leur chantier sous la conduite de l'agent chargé de leur surveillance. Aucune évacuation ou reprise d'intervention ne se fait sans l'ordre du chef d'établissement ou de son représentant. Les entreprises intervenant sur les espaces extérieurs, échafaudages, jardins doivent s'assurer de la présence de leurs collègues et se regrouper dans la cour des Mathurins

Le présent protocole vous sera remis à chaque ouverture de chantier, après l'avoir rempli ainsi que son verso, daté et signé ci-dessous, en faisant précéder de la mention "lu et approuvé" par le responsable de l'entreprise extérieure, vous l'adresserez par fax au 01-60-71-59-63 et remettrez l'original au service de la régie des œuvres le jour du début du chantier.

A Fontainebleau, le

Signature :

ANNEXE 3

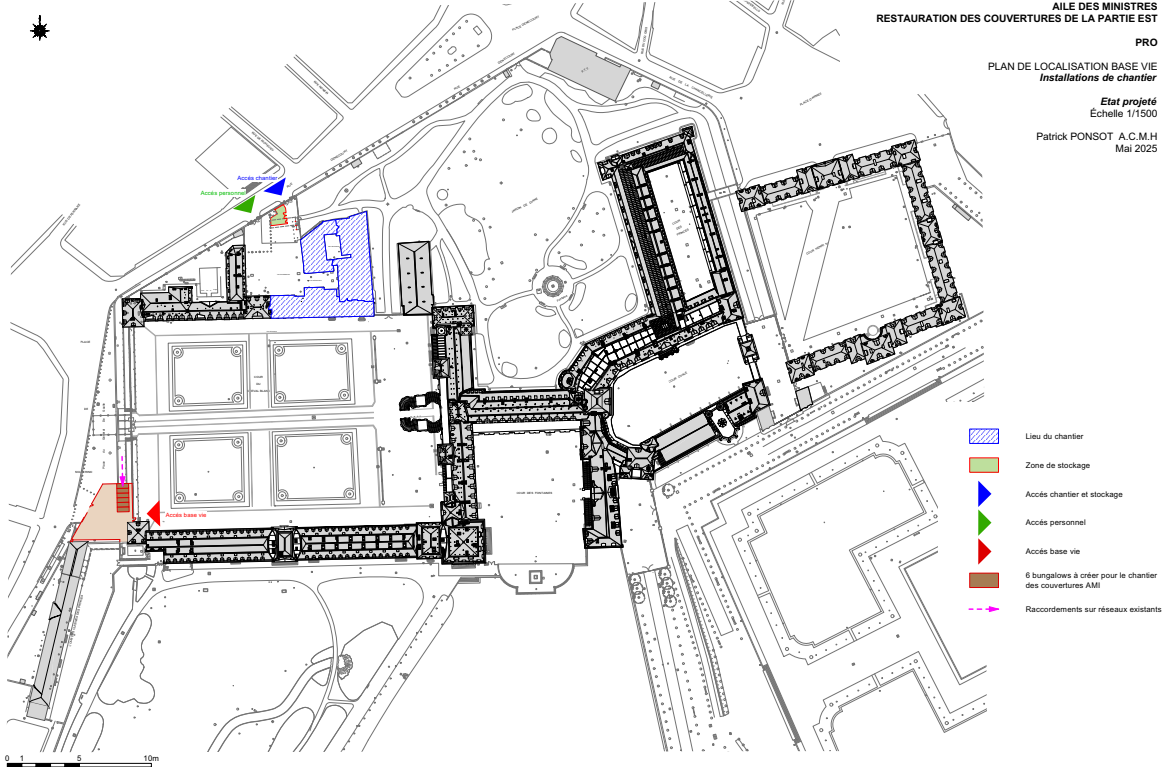
FICHE CONSEILS PRÉVENTION CONTRE LE RISQUE PLOMB

<https://www.preventionbtp.fr/ressources/documentation/ouvrage/traitement-des-peintures-au-plomb>

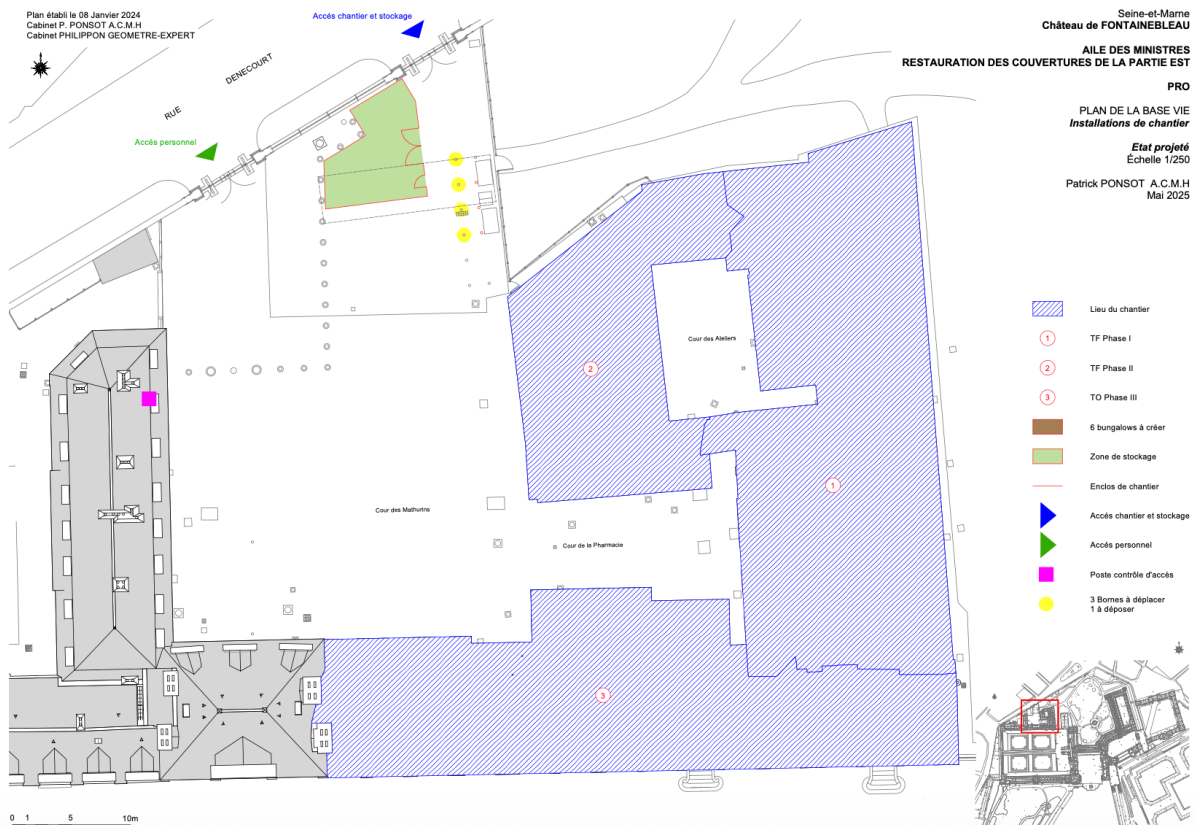
ANNEXE 4

Plans des installations de chantier

Plan établi le 08 Janvier 2024
Cabinet P. PONSOT A.C.M.H
Cabinet PHILIPPON GEOMETRE-EXPERT



Plan établi le 08 Janvier 2024
Cabinet P. PONSOT A.C.M.H
Cabinet PHILIPPON GEOMETRE-EXPERT



Plan d'après Cabinet François Xavier PHILIPPON Géomètre-Expert Mai 2024

SEINE-ET-MARNE
Château de FONTAINEBLEAU

AILE DES MINISTRES
RESTAURATION DES COUVERTURES DE LA PARTIE EST

APD

ÉLEVATION NORD COUR DES ATELIERS
PHASE 1 Tranche ferme
Installations de chantier

Etat projeté
Echelle 1/100

Patrick PONSOT A.C.M.H
Mars 2025

